

## Dépenses militaires et transferts d'armes internationaux *État des lieux - décembre 2004*

Luc Mampaey\*

### 1. Les sources

Plusieurs organismes, gouvernementaux ou indépendants, publient régulièrement des statistiques relatives aux données économiques et financières de l'armement. La principale difficulté pour le chercheur souhaitant analyser les mouvements de longue période consiste à identifier les sources, bien entendu les plus fiables, mais offrant aussi des séries de données statistiques sans rupture, harmonisées, et portant sur un intervalle de temps et un nombre de pays suffisamment large.

Pour ce qui concerne le niveau des **dépenses militaires** dans le monde, notre préférence est donnée aux statistiques publiées annuellement par le *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI). Elles sont établies selon une méthodologie rigoureuse sur base des informations fournies par les gouvernements et les organisations internationales (OTAN, FMI, OCDE, PNUD), et complétées par des estimations réalisées du SIPRI lorsque des données officielles ne sont pas disponibles.

Ces données reposent sur des estimations prudentes et sous-estiment le niveau réel des dépenses militaires mondiales : certains pays, la Corée du Nord ou le Qatar par exemple, ne publient aucune donnée sur leurs dépenses militaires considérées comme des secrets d'État, tandis que dans d'autres, essentiellement en Afrique, les sources statistiques sont souvent fragmentaires et inexploitable, en raison de conflits ou d'une situation économique désastreuse. Il faut aussi garder à l'esprit que les dépenses publiques concourant à l'effort de défense ne sont pas nécessairement toutes inscrites au budget de la défense, mais peuvent être couvertes par d'autres postes du budget de

#### En 2003 ...

Les transferts internationaux d'armements ...

**28,7 milliards USD<sup>(1)</sup>**

... dont, vers les pays en développement :

**17 milliards USD<sup>(1)</sup>**

Les dépenses militaires mondiales ...

**879 milliards USD<sup>(2)</sup>**

... dont, celles des États-Unis :

**417 milliards USD<sup>(2)</sup>**

Le chiffre d'affaires réalisé dans l'armement  
par les 10 premiers producteurs mondiaux<sup>(3)</sup>

**83 milliards USD**

(1) CRS, au prix et taux de change 2003.

(2) SIPRI, au prix et taux de change 2000.

(3) Lockheed Martin, Boeing, Northrop Grumman, BAE Systems, Raytheon, General Dynamics, Thales, EADS, Finmeccanica et United Technologies

\* Attaché de recherche GRIP, ingénieur commercial, doctorant à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, Centre d'Économie et d'Éthique pour l'Environnement et le Développement (C3ED).

l'État (par exemple, aux États-Unis, les dépenses militaires du département *Homeland Security*, et certaines dépenses nucléaires du département de l'Énergie, DoE). Le SIPRI inclut dans sa définition des dépenses militaires toutes les dépenses de personnel (salaires, pensions et services sociaux du personnel civil et militaire), d'acquisition d'équipement, de recherche et développement, d'opérations et de maintenance, de construction d'infrastructures, d'activités spatiales militaires, et d'assistance militaire à l'étranger engagées par les ministères de la défense ainsi que les agences gouvernementales engagées dans des projets militaires. Par contre, sont exclues de la définition les dépenses engagées par des forces armées non-gouvernementales ainsi que les dépenses liées à des activités militaires passées (avantages autres que les pensions aux vétérans, coûts de la démobilisation et de la reconversion d'infrastructures, démantèlement et destruction d'armes) ce qui peut induire une différence significative pour certains pays.

Les données relatives aux **transferts internationaux d'armements conventionnels** discutées dans cet article sont extraites des publications de deux organisations considérées comme des références internationales en la matière :

1. Le SIPRI : *International Arms Transfers*, in *SIPRI Yearbook*, Stockholm International Peace Research Institute, Stockholm.
2. Le CRS : *Conventional Arms Transfers to Developing Nations*, Richard F. Grimmett, CRS (Congressional Research Service) Report for the Congress, Washington.

Malgré leur réputation et rigueur, les statistiques du SIPRI et du CRS doivent être utilisées avec prudence. Le SIPRI pour des raisons méthodologiques : les chiffres publiés sont des indicateurs de tendance, établis selon une grille de prix propre au SIPRI, et ne représentent donc pas une mesure monétaire réelle des ventes d'armes ; ils ne peuvent donc en aucune manière être comparés avec, par exemple, le produit intérieur brut ou les chiffres des exportations contenus dans un rapport gouvernemental annuel. Le CRS pour des raisons politiques : le CRS est un organe du Congrès américain et il est vraisemblable que certains chiffres sont parfois délibérément sous- ou sur-évalués afin de servir des desseins politiques ; pour la France par exemple, la sous-évaluation du CRS peut-être de l'ordre de trois à quatre par rapport aux chiffres du ministère français de la défense (ce qui ne sous-entend pas que les chiffres de ce dernier soient nécessairement au-dessus de tout soupçon).

Les catégories de matériels couvertes peuvent également varier selon les sources. Les statistiques du SIPRI concernent les « armement conventionnels majeurs » (*major conventional weapons*) répartis en 6 catégories<sup>1</sup> : aéronefs, véhicules blindés, artillerie, systèmes radar, missiles et navires. Par contre, les transferts de technologies ou de services ainsi que certains équipements – dont les armes légères, de petits calibres et les pièces d'artilleries d'un calibre inférieur à 100mm ainsi que les munitions – sont exclus des statistiques du SIPRI.

La définition du CRS est nettement moins précise et apparemment beaucoup plus large : les rapports successifs se contentent d'indiquer que sont « inclus toutes les catégories d'armes et de munitions, les pièces de rechange militaires, les constructions militaires, l'assistance militaires et les programmes d'entraînement, et tous les services associés »<sup>2</sup>. Ceci explique que les estimations du CRS soient le plus souvent supérieures à celles du SIPRI.

Mentionnons également l'existence du « Registre des Nations unies sur les transferts d'armes classiques » qui publie également des données sur les quantités (et non la valeur) de livraisons pour sept catégories d'armements majeurs. Ce registre étant tenu à partir des déclarations volontaires des pays, il est inévitablement incomplet et insuffisant pour apprécier l'état du commerce mondial des armements.

---

1. Pour une définition précise de chacune de ces catégories et davantage d'informations sur les sources et la méthodologie du SIPRI pour les transferts d'armes, voir : <http://www.sipri.org/contents/armstrad/atmethods.html>

2. Voir Richard F. Grimmett, *Conventional Arms Transfers to Developing Nations*, 1996-2003, August 26, 2004, Congressional Report for the Congress, Order Code RL32547.

## 2. Les dépenses militaires

### 2.1. Tendances générales

Selon le SIPRI, les dépenses militaires mondiales pour l'année 2003 représentaient 879 milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2000, ce qui correspond à environ 956 milliards de dollars courants, soit une hausse de 11% en termes réels par rapport à 2002. Évaluées à 762 milliards en 1993, les dépenses militaires mondiales ont chuté régulièrement jusqu'en 1996 pour s'établir finalement, après un soubresaut en 1997, à un minimum de 693 milliards de dollars en 1998. La période 1993-2003 enregistre d'importantes variations selon les pays, dominées cependant par une tendance générale à un nouvel accroissement des dépenses militaires dans toutes les régions du monde<sup>3</sup> depuis 1998. Entre le point bas de 1998 et le niveau de 2003, les dépenses militaires mondiales ont progressé de 26,8%, démontrant clairement que la période de déclin important des dépenses militaires qui avait suivi la fin de guerre froide est révolue.

C'est en Amérique du Nord que les dépenses militaires ont connu la plus forte hausse : +43% par rapport à 1998 (tableau 1)<sup>4</sup>. La principale raison de cette hausse remarquable se trouve aux États-Unis (+44% depuis 1998), le Canada se contentant d'une hausse de 6% sur la même période. Les États-Unis, superpuissance unique comptant pour près de la moitié du total mondial, sont donc la principale explication à la hausse massive des dépenses militaires mondiales. Après une décennie de réduction sur la période 1987-1998 et une hausse modérée au cours du second mandat du président Clinton de 1998 à 2001, les attentats du 11 septembre 2001 ont permis de justifier les hausses massives qui étaient attendues depuis plusieurs années par les marchés financiers et les groupes de production d'armements. Les prévisions budgétaires de l'Administration Bush continuent en outre à inscrire des hausses budgétaires substantielles pour la « défense et la sécurité » au moins jusqu'en 2009, hausses auxquelles il faudra ajouter les dépenses supplémentaires (« *supplementals* ») non inscrites dans le budget initial mais demandées en cours d'exercice au Congrès, notamment

3. Nous suivons la classification régionale du SIPRI, c'est à dire :

**Afrique = Afrique du Nord** [Algérie, Libye, Maroc, Tunisie] + **Afrique Subsaharienne** [Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, République d'Afrique Centrale, Tchad, Congo (RDC), Congo (Rép.), Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée Équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Uganda, Zambie, Zimbabwe].

**Amérique = Amérique du Nord** [Canada, USA] + **Amérique Centrale** [Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama] + **Amérique du Sud** [Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyane, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela].

**Asie et Océanie = Asie Centrale** [Kazakhstan (1992–), Kirghizstan (1992–), Tadjikistan (1992–), Turkménistan (1992–), Ouzbékistan (1992–)] + **Asie de l'Est** [Brunei, Cambodge, Chine, Indonésie, Japon, Corée du Nord, Corée du Sud, Laos, Malaisie, Mongolie, Myanmar (Burma), Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande, Vietnam] + **Asie du Sud** [Afghanistan, Bangladesh, Inde, Népal, Pakistan, Sri Lanka] + **Océanie** [Australie, Fiji, Nouvelle Zélande, Papouasie Nouvelle Guinée].

**Europe = Europe Centrale et Orientale** [Albanie, Arménie (1992–), Azerbaïdjan (1992–), Biélorussie (1992–), Bosnie Herzégovine (1992–), Bulgarie, Croatie (1992–), Tchécoslovaquie (–1992), République Tchèque (1993–), Estonie (1991–), République Démocratique d'Allemagne (RDA, –1990), Géorgie (1992–), Hongrie, Lettonie (1991–), Lituanie (1991–), Macédoine (Former Yugoslav Republic of Macedonia, FYROM, 1992–), Moldavie (1992–), Pologne, Roumanie, Russie (1992–), Serbie et Monténégro, (1992–), Slovaquie (1993–), Slovaquie (1992–), Ukraine (1992–), USSR (–1991), Yougoslavie (former, –1991)] + **Europe Occidentale** [Autriche, Belgique, Chypres, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Espagne, Suède, Suisse, Turquie, UK].

**Moyen Orient** = [Bahreïn, Égypte, Iran, Iraq, Israël, Jordan, Koweït, Liban, Oman, Arabie Saoudite, Syrie, Émirats Arabes Unis, Nord Yémen (–1990), Sud Yémen (–1990), Yémen (1991–)].

4. Tous les tableaux et graphiques sont réunis en fin de document. Leur liste figure en page 11. Le détail et les sources de toutes les données rassemblées par le GRIP peuvent être obtenus sur simple demande.

pour couvrir le coût des opérations en Irak et en Afghanistan. Pour l'exercice 2003, ces crédits budgétaires supplémentaires se sont élevés à 62,6 milliards de dollars.

Le Moyen-Orient affiche une hausse de 35% entre 1998 et 2003. Pour l'Afrique et l'Asie/Océanie, la croissance des dépenses militaires pour le période 1993-2002 est de respectivement +24% et +20%. On notera la croissance spectaculaire des dépenses en Asie du Sud (+25%), attribuable pour la majeure partie à la levée des sanctions américaines et aux aides militaires accordées à l'Inde et au Pakistan au nom de la « guerre contre le terrorisme ». Une hausse significative des dépenses militaires est également constatée en Amérique centrale et latine (respectivement +18% et +20%).

Toujours pour la période 1998-2003, la hausse est de 8% pour l'ensemble des pays européens, de 2% pour l'Europe occidentale et de 2,8% pour les 25 pays qui constituent désormais l'Union européenne. On notera cependant une très forte augmentation (+40%) pour la région d'Europe Centrale et Orientale. Celle-ci est essentiellement due à la très forte hausse de la Russie (+83,1% depuis 1998). Cette hausse spectaculaire doit cependant être relativisée : évaluée par le SIPRI à 7,1 milliards de dollars en 1998, les dépenses militaires russes en 2003 seraient de 13 milliards en 2003, mais cette somme ne représente finalement que 12,9% de leur niveau de 1988, avant l'effondrement de l'URSS, et seulement 15% des dépenses militaires des États-Unis si l'on compare en parité de pouvoir d'achat<sup>5</sup> (au taux du marché, les dépenses militaires russes ne représentent pas plus de 3% des dépenses américaines).

## 2.2. Les plus dépensiers en 2003

Se basant sur les estimations du Fonds monétaire international (FMI), le SIPRI relève que les dépenses militaires mondiales en 2003 correspondent à 2,7% du produit intérieur brut mondial, soit en moyenne 152 dollars par habitant<sup>6</sup>. Mais il souligne aussi que cette part du PIB consacrée aux dépenses militaires est en augmentation de 0,2% par rapport à l'année 2002, pour laquelle les dépenses militaires ne représentaient que 2,5% du PIB mondial.

On notera aussi que les dépenses militaires sont très inégalement distribuées dans le monde. Les 32 pays classés comme pays à revenu élevé par la Banque mondiale représentent 75% des dépenses militaires mondiales, alors qu'ils ne comptent que 16% de la population mondiale. Les 58 pays les plus pauvres, où vivent 41% de la population mondiale, ne représentent que 4% des dépenses militaires mondiales.

Le tableau 2 donne le classement des 15 pays les plus dépensiers en termes de dépenses militaires selon deux méthodes : la colonne de gauche classe les pays selon leurs dépenses militaires converties en dollars de 2000 au taux de change du marché ; la colonne de droite classe ces même pays selon leurs dépenses militaires converties en parité de pouvoir d'achat (PPA)<sup>7</sup>. La concentration des dépenses militaires est très importante : les États-Unis représentent à eux seuls quelque 47,5% du total mondial. Ils sont suivis du Japon (5,3% du total), du Royaume Uni (4,2%), de la France (4%) et de la Chine (3,7%), ces cinq premiers pays totalisant ensemble 64,8% du total mondial (tableau 2). Les 15 premiers pays les plus dispendieux pour leur défense totalisent ensemble 82,4% du total mondial. Le classement est sensiblement différent si l'on effectue le même classement après avoir converti les dépenses militaires en parité de pouvoir d'achat : les États-Unis conserve une première place incontestable, mais ils sont suivis dans ce cas par la Chine, l'Inde, la Russie et la France (tableau 2).

---

5. **Parité de pouvoir d'achat (PPA)** : Taux de change destiné à neutraliser les différences de prix entre pays, afin de permettre les comparaisons internationales de la production et du revenu en termes réels. Avec un dollar exprimé en parité de pouvoir d'achat dans un pays donné, il est possible de se procurer la même quantité de biens et de services que s'il s'agissait d'un dollar des États-Unis dans le cadre de l'économie de ce pays.

6. Le FMI estime le PIB mondial pour 2003 à 35.599 milliards de dollars.

7. Cfr. note 5.

En 2003, les 25 pays de l'Union européenne, forts d'une population de 454 millions d'habitants, totalisaient 162 milliards de dollars en dépenses militaires (tableau 3), ce qui représente 18,4% des dépenses militaires mondiales (graphique 1). L'Union européenne dépense donc 2,6 fois moins pour sa « défense » que les États-Unis, alors que sa population est 1,6 fois plus importante.

### 3. Les transferts d'armements conventionnels

#### 3.1. Tendances générales

*Remarque importante pour cette section : le dernier rapport du CRS (26 août 2004) est exprimé en dollars, aux prix et taux de change de 2003, tandis que l'édition 2004 du SIPRI maintient ses indicateurs en dollars aux prix et taux de change de 1990. On peut donc comparer les tendances, mais pas les valeurs présentées par ces deux organisations !*

La fin de la Guerre froide et l'effondrement du bloc soviétique ont eu un impact profond sur le commerce international des armements conventionnels et singulièrement sur la répartition des parts de marché entre les principaux exportateurs. La nature de la demande globale s'est modifiée, passant du contexte de la rivalité entre les deux superpuissances et leurs clients associés à des problématiques nouvelles de sécurité régionale. Bien que ces changements aient conduit à un déclin important des transferts globaux d'armements, de nombreux pays, particulièrement ceux en voie de développement, continuent à acquérir des quantités substantielles de nouveaux armements.

Le graphique 2 compare les données du SIPRI et du CRS selon un indice dont la base est 1987 = 100. SIPRI et CRS s'accordent pour noter un sommet élevé des ventes d'armements conventionnels en 1987, suivi d'une chute continue jusqu'en 1992, conséquence immédiate de la disparition d'une confrontation directe entre l'Est et l'Ouest. Une stabilisation est toutefois observable dès 1993, attribuable surtout aux importantes livraisons d'armements effectuées par les États-Unis aux pays de la coalition engagée dans le premier conflit du golfe Persique en 1991. De 1994 à 1997, les ventes ont repris une courbe nettement ascendante. Cette relance était due principalement à un rééquipement important des pays du Golfe après la guerre de 1990-1991 ainsi qu'à une demande soutenue pour une modernisation de l'armement en Asie de l'Est et plus tard en Amérique du Sud. Les transferts d'armement conventionnel ont ensuite recommencé à décroître dès 1998, jusqu'à atteindre leur niveau le plus bas en 2000, selon le SIPRI.

Selon le SIPRI (graphique 2), les transferts d'armement conventionnels ont nettement augmenté en 2003. Ils sont évalués (aux prix de 1990) à 18,68 milliards de dollars pour l'année 2003, contre 16,14 milliards de dollars l'année précédente, soit une hausse de 15,72%. Exprimées en dollars de 2003, les estimations du CRS (graphique 4, en bleu) avancent le chiffre de 28,75 milliards de dollars pour le total des livraisons d'armements conventionnels dans le monde, donc une diminution aussi surprenante qu'inexpliquée de 31% par rapport à 2002. En réalité, le graphique 3 nous indique que les estimations du SIPRI et CRS sont identiques pour l'année 2003, dès lors qu'elles seraient exprimées selon une base commune (et cela malgré les différences de méthode évoquées à la section 1).

On notera cependant que la dernière décennie révèle des divergences significatives entre les deux sources. De 1994 à 1997-1998, le CRS et SIPRI constatent tous deux une tendance haussière, toutefois nettement plus prononcée pour le CRS. Selon les deux sources, les transferts internationaux baisseront ensuite jusqu'en 2000, tout en restant à un niveau nettement plus élevé pour le CRS que pour le SIPRI. Ensuite, alors que le SIPRI indique une croissance modérée, le CRS note une hausse très marquée de 2000 à 2002, suivie d'une baisse brutale pour se fixer à un niveau identique à celui du SIPRI en 2003.

Le graphique 5 illustre la tendance de longue période selon le SIPRI. La courbe tracée par le SIPRI est basée sur des moyennes mobiles établies sur des période de cinq ans. Les moyennes sont pointées à l'année correspondant à la dernière année de la période de cinq ans, en d'autres termes, le point sur 2003 correspond à la moyenne de la période 1999-2003, le point sur 2002 correspond à la moyenne 1998-2002, etc. Il en résulte que la tendance lourde est à la baisse depuis 1987, mais les hausses récentes permettent de prévoir un retournement de tendance dans les toutes prochaines années.

Enfin, alors que les données discutées ci-dessus concernaient les livraisons effectives de l'année (*deliveries*), il convient de signaler que le CRS donne aussi des données concernant les contrats conclus (*agreements*) au cours de l'année. Ces *agreements* sont un bon indicateur des prévisions de ventes pour les exercices suivants, sachant toutefois que tous les contrats ne donneront pas nécessairement lieu à une livraison effective. Le CRS estime que les *agreements* ont enregistré en 2003 une baisse de 12% par rapport à 2002. De 29,14 milliards de dollars (aux prix de 2003) pour l'année 2002, ils passeraient à 25,64 milliards de dollars en 2003.

### **3.2. Une offre et une demande très concentrées**

Nous avons souligné le fait que les dépenses militaires mondiales étaient inégalement distribuées entre les pays, et que l'essentiel était concentré sur un petit nombre de pays riches (cfr. Section 2.2). De même, on constatera que le marché des armements conventionnels se partage entre un nombre très restreint d'acteurs, généralement les mêmes que ceux qui figurent dans le peloton de tête des dépenses militaires. Pour la période 1999-2003 (tableau 4), les 6 principaux exportateurs se partagent 80% du marché mondial. Les 6 principaux importateurs totalisent plus du tiers de la demande mondiale (37%). Ce petit noyau de pays est également très stable depuis de nombreuses années.

#### *Les principaux exportateurs*

Du côté de l'offre, les États-Unis dominent toujours de l'ordre de 32% du marché mondial des armements conventionnels (tableau 4), suivis par la Russie avec 28,3%, la France (6,9%), l'Allemagne (5,7%), le Royaume-Uni (4,5%), et l'Ukraine (2,4%).

Mais il est indispensable d'insister sur la nécessité d'examiner tous ces chiffres avec prudence, et de se garder de tirer des conclusions hâtives. Si les estimations du SIPRI sur base quinquennale confirme bien – depuis de nombreuses années – la position de leader des États-Unis sur le marché mondial des armements conventionnels, on constatera que ce leadership tend toutefois à s'éroder (graphique 3). Pendant les dernières années de la Guerre froide, les deux superpuissance de l'époque – États-Unis et URSS – se partageaient en parts à peu près égales plus des deux tiers du marché mondial des armements conventionnels. Après la chute du Mur, la part de l'URSS, et puis celle de la Russie, s'est littéralement effondrée, au profit principal des États-Unis. En 1992, la part de la Russie dans les transferts mondiaux était ramenée à 11,75% seulement, tandis que celle des États-Unis grimpait à plus de 57%. Mais la tendance est manifestement à un retournement de situation : la part des États-Unis est restée stable jusqu'en 1998 (entre 45 et 55%), mais elle n'a ensuite cessé de décroître depuis cette date : en 2003, la part des États-Unis sur le marché international des armements conventionnels était ramenée à 23,5% seulement. La très forte croissance de la part de la Russie (37,4% du total en 2003, alors que sa part avait chuté jusqu'à 5,7% en 1994) ne surprendra guère dans la mesure où elle n'a jamais dissimulé sa volonté de retrouver le rang qu'elle occupait à l'époque soviétique. Ce qui interpelle par contre, c'est la position européenne : bien qu'inférieure à ce qu'elle était durant la décennie 1990, la part de marché détenue par les 12 principaux exportateurs européens d'armement<sup>8</sup> se maintient à

---

8. Dans l'ordre : France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas, Suède, Slovaquie, République Tchèque, Pologne, Espagne, Autriche et Belgique.

un niveau élevé, se renforce depuis 1999, et dépasse désormais celle des États-Unis puisqu'elle atteint 25,8% en 2003.

En d'autres termes, on peut se demander si, en dépit du Code de Conduite et de législations pour les exportations d'armes en principe plus contraignantes qu'elles ne l'étaient il y a une dizaine d'années, l'Union européenne ne serait pas en train de conforter et renforcer sa position sur un marché de l'armement qui, de surcroît, commence à montrer timidement les premiers signes d'une vigueur retrouvée<sup>9</sup>.

La question restera ouverte pour l'instant. En effet, il nous faut bien admettre que les chiffres dont nous disposons, qu'ils soient du SIPRI ou de CRS, ne représentent que très imparfaitement la situation réelle des transferts d'armements – et plus largement des transferts de « potentiel militaire » – dans le monde. A titre d'exemple, alors que le CRS évalue les demandes de licences américaines (*agreements*) à un peu moins de 14,5 milliards de dollars pour l'année 2003, le rapport du Département d'État<sup>10</sup> annonce des licences d'exportations d'armes (*defense articles*) accordées pour un total de 18 milliards en 2003. Mais ce même rapport nous apprend que des licences d'exportations pour des « services » (*defense services*) ont également été accordées pour un total supplémentaire de 44 milliards de dollars ! Ceci est surprenant dans la mesure où le CRS prétend inclure les « services » dans ses statistiques (cfr. Section 1). De tels divergences selon les sources pourraient relever pour de nombreux pays, or il va de soi que c'est l'ensemble de ces biens et services de « défense » qui concourent à la militarisation des pays qui les acquièrent. Si nous ajoutons à cela la complexité croissante des réseaux de ventes et production d'armement du fait de la multiplication des joint-ventures, co-productions, production off-shore ou sous licence, on comprend qu'il est de plus en plus difficile de mesurer la contribution réelle de chaque pays à la militarisation des autres.

### *Les principaux importateurs*

Du côté de la demande, la Chine domine actuellement avec 12,8 % des importations mondiales (tableau 4). La Chine est suivie, dans l'ordre, par l'Inde (8,5%), la Grèce (4,8%), la Turquie (3,8%), le Royaume-Uni (3,5%) et l'Égypte (3,5%).

Du côté des importateurs aussi nous constaterons la très grande stabilité du peloton de tête. Alors que Taiwan et l'Arabie Saoudite se sont longtemps disputés la première position, c'est désormais la Chine qui est en tête au cours des deux dernières périodes (1998-2002 et 1999-2003), tandis que l'Inde conforte sa position. Taiwan et l'Arabie Saoudite sont relégués respectivement à la 7<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> position du classement.

La Russie est le principal fournisseur des deux premiers : pour la période 1999-2003, 95% des importations d'armements de la Chine et 79% de celles de l'Inde trouvaient leur source en Russie (ce pourcentage est de, respectivement 97 et 75% pour la seule année 2003). Les 4 principaux importateurs suivants sont principalement clients des États-Unis. On notera sur-

---

9. Notons tout de même que l'Union européenne poursuit deux objectifs qui ne seront jamais compatibles. L'UE a pris d'excellentes initiatives pour améliorer et renforcer les instruments juridiques et le droit international sur la maîtrise des armements. Ce travail doit bien entendu être poursuivi mais il devrait, *in fine*, pouvoir se mesurer par de nouvelles diminutions réelles des flux d'armements à travers le monde. Cependant, une approche par la demande ne suffit pas : durcir sans cesse les critères permettant à un pays tiers, le plus souvent moins développé, d'importer de l'armement, inscrit la question du transfert des armes dans une stratégie européocentrisme du fort au faible. Elle dispense d'aborder le problème par le côté de l'offre et interdit de reconnaître une mystification grotesque : l'UE compte parmi les plus grands producteurs et exportateurs d'armement et il ne sera jamais possible, *simultanément*, de réduire les transferts internationaux d'armement tout en mettant tout en œuvre pour renforcer la compétitivité des industries de l'armement. La condition *sine qua non* de la survie des groupes d'armement c'est la croissance, en d'autres termes produire toujours plus, donc vendre et exporter toujours plus.

10. *Report of the Department of State Pursuant to Sec. 665 of the Foreign Assistance Act, Direct Commercial Sales Authorizations for Fiscal Year 2003*. Ce rapport est disponible sur le site du *Directorate of Defense Trade Controls* : <http://www.pmdtc.org/rpt655intro.htm>. Nous remarquerons au passage que ce rapport fournit un degré de précision sur les destinations, les quantités et la valeur des matériels exportés dont pourrait s'inspirer bon nombre de gouvernements européens.

tout la position de la Grèce : devenue 3<sup>ème</sup> plus grand importateur mondial d'armement pour la période 1999-2003, la Grèce a augmenté le volume de ses importations de 270% entre 2002 et 2003.

Enfin, une remarque particulière concernera les États-Unis : exportateurs majeurs, ce pays est rarement cité pour ses importations d'armements. Dans le classement des importateurs, les États-Unis se situaient au 27<sup>ème</sup> rang pour la période 1998-2002 et au 19<sup>ème</sup> rang pour la période 1999-2003. Cependant, nous les retrouvons à la 7<sup>ème</sup> place pour l'année 2003. Certes, les États-Unis ne représentent toujours que 3% des importations mondiales, mais il est intéressant de noter que cette progression est le résultat d'une extension du champ du Programme *Foreign Comparative Testing* (FCT) en 2003<sup>11</sup>. Le programme FCT encourage les tests et évaluations d'équipements militaires étrangers, depuis le stade de leur développement jusqu'à leur implémentation au sein des forces armées de pays tiers. Le programme FCT concerne donc principalement les pays les plus avancés en matière de technologies militaires, et notamment l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et la Suède qui représentent plus de 70% des activités du FCT. Entre 1980 et 1999, le programme FCT a financé 389 évaluations de matériels, dont 175 ont été jugés concluant et 97 ont donné lieu à des acquisitions par le Pentagone pour un montant total de 4,9 milliards de dollars (aux prix de 1999).

Cette pratique, qui semble en expansion, a plusieurs objectifs. Les FCT peuvent contribuer à réduire les coûts d'acquisition du DoD en évitant des étapes de recherche et développement pour certains types d'équipement. Mais ils sont aussi un instrument politique non négligeable : d'une part, aucune innovation militaire née hors frontière et susceptible de contester sa supériorité technologique n'échappe à la vigilance des États-Unis, et d'autre part, les acquisitions américaines dérivées des FCT sont un instrument efficace pour soutenir la recherche, le développement et la production d'armements, et renforcer ainsi le « bras armé » de l'économie de marché chez les plus proches alliés des États-Unis<sup>12</sup>.

### **3.3. Premières destinations : les pays en voies de développement**

S'il est incontestable que les transferts internationaux totaux d'armements conventionnels ont chuté de manière spectaculaire entre 1987 et 2003 – une baisse de l'ordre de 60 % selon les chiffres du SIPRI, soit de 45,9 milliards en 1987 à 18,7 milliards de dollars en 2003 (aux prix de 1990) – le CRS démontre cependant clairement que l'essentiel de ces transferts est toujours destiné aux pays en développement.

Selon le CRS (graphique 4, en bleu), le total des livraisons d'armements conventionnels dans le monde a baissé de 35,5 % au cours de la période 1996-2003, passant de 44,6 milliards de dollars en 1996 à 28,7 milliards de dollars en 2003 (aux prix de 2003). Au cours de la même période, les livraisons vers les pays en voie de développement (graphique 4, en vert) ont diminué de 32,2 milliards de dollars en 1996 à 17 milliards de dollars en 2003 (aux prix de 2003), soit une chute de 47,2% en huit ans.

En 1996, ce sont 72% des livraisons totales qui ont été acheminées vers les pays en voie de développement ; cette proportion se réduit à 59% pour l'année 2003. Au cours des huit dernières années, la moyenne s'établit à 61%. La tendance paraît donc encourageante : les exportations d'armement conventionnel vers les pays en développement semblent avoir diminué plus vite que le total de ces exportations. Il n'en reste pas moins vrai que les économies les plus faibles continuent à absorber la majeure partie des livraisons d'armements conventionnels produits dans les pays les plus riches de la planète : 59% en 2003.

---

11. SIPRI Yearbook, p.459.

12. Sur cette logique de la militarisation, voir deux ouvrages récents de Claude Serfati : *Impérialisme et militarisme : Actualité du XXI<sup>ème</sup> siècle*, éditions Pages Deux, collection « Cahiers Libres », Lausanne, 2004, et *La mondialisation armée : Le déséquilibre de la terre*, éditions Textuel, Paris, 2001.



## 4. Désarmer pour développer

Dans la littérature économique, le poids des dépenses militaires dans l'économie d'un pays est le plus souvent estimé par deux indices : la part que représentent ces dépenses militaires dans le revenu total du pays, mesuré par le PIB<sup>13</sup>(ou le RNB<sup>14</sup>), et le niveau de ces dépenses militaires ramené au nombre d'habitants. L'utilisation de cette sorte d'étalon universel qu'est le PIB pour les économistes néoclassiques nous paraît cependant hautement discutable, *a fortiori* lorsqu'il s'agit de justifier un niveau de dépenses militaires. Les dépenses militaires sont la représentation budgétaire et matérielle d'une interprétation politique de l'environnement de sécurité et de la menace perçue. Or, accepter la pertinence d'un critère tel que le rapport « dépenses militaires/PIB » revient implicitement à légitimer un lien mécanique entre le taux de croissance de l'économie en général et celui des dépenses militaires : plus on a de richesses, et plus on serait en droit de dépenser pour les défendre. Si ce lien mathématique est parfaitement défendable pour les dépenses publiques de santé, d'éducation ou encore d'environnement – plus nous sommes riches, et plus nous avons la possibilité de dépenser pour améliorer notre bien-être, notre savoir, notre cadre de vie – il n'a évidemment aucun sens pour les dépenses publiques militaires. Celles-ci ne devraient rien traduire d'autre que le degré de menace et d'insécurité dont la mesure est une fonction de facteurs exogènes.

Force est toutefois de constater que cette religion du PIB est celles de toutes les organisations internationales. Faute de mieux, elle est la seule méthode disponible et standardisée pour comparer la charge économique de ces dépenses, selon les pays et dans le temps. C'est aussi ce passage obligé par le PIB qui nous permettra de comparé le niveau des dépenses militaires à celui d'autres dépenses publiques, par exemple en matière de santé ou d'éducation. De telles comparaisons sont difficiles sur des pays isolés ou sur des échantillons trop petits, notamment parce que les données disponibles concernent uniquement la partie publique ou gouvernementale de ces dépenses, alors qu'il existe de nombreux pays où ces dépenses sociales sont, au moins partiellement, confiées au secteur privé. Ces comparaisons restent cependant pertinente pour autant qu'on se réfère à des données agrégées pour un large échantillon de pays.

Cet exercice difficile est réalisé chaque par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans son « Rapport mondial sur le développement humain » dont sont extraites les données des tableaux 5 et 6. La part des dépenses sociales dans le PNB/PIB est globalement en croissance dans l'ensemble des pays, tandis que la part des dépenses militaires s'est considérablement réduite. On notera que la proportion du revenu national consacrée aux dépenses militaires est sensiblement la même dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. Mais pour ces derniers, un tel niveau ne peut se maintenir qu'au détriment des dépenses sociales qui restent, toujours proportionnellement au revenu national, nettement inférieures aux moyennes observées pour l'OCDE.

Il est également intéressant de comparer les flux des dépenses militaires et des aides au développement versées par les pays les plus riches (tableau 6). En 1992 à Rio, lors de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, les pays industrial-

---

13. **PIB (produit intérieur brut)** : Somme de la valeur ajoutée par tous les producteurs résidant dans une économie, majorée de toutes les taxes sur les produits (hors subventions) non incluses dans la valorisation de la production. Le calcul du PIB ne tient pas compte des déductions au titre de l'amortissement des biens d'équipement manufacturés ou de l'épuisement et de la dégradation des ressources naturelles. La valeur ajoutée correspond à la production nette d'un secteur, après addition de toutes les composantes de cette production et déduction des facteurs intermédiaires.

14. **RNB (revenu national brut)** : Somme de la valeur ajoutée par tous les producteurs résidant dans une économie, majorée, d'une part, de toutes les taxes sur les produits (hors subventions) non incluses dans la valorisation de la production et, d'autre part, de toutes les recettes nettes de revenu primaire (rémunération des salariés et des biens immobiliers situés à l'étranger). La valeur ajoutée correspond à la production nette d'un secteur, après addition de toutes les composantes de cette production et déduction des facteurs intermédiaires.

sés s'étaient engagés à porter l'aide au développement à 0,7% de leur PIB. Selon le PNUD, en 1990, les pays du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont consacré 0,33% de leur revenu national brut (RNB) au titre de l'*Aide publique au développement* (APD) vers les pays en développement. Les États-Unis y consacraient 0,21%. Onze ans plus tard, en 2001, l'aide du CAD se réduisait à 0,37% de son RNB, tandis que les États-Unis limitaient leur effort à 0,11%. Seuls les pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) honorent leurs engagements ; partout ailleurs l'objectif de Rio s'éloigne chaque année.

Le SIPRI se livre à un exercice similaire en se fondant sur les données de la Banque mondiale. Les données du tableau 6 nous apprennent que, en 2001, les 32 pays à revenu élevé, qui sont aussi les principaux dispensateurs de l'aide au développement, ont dépensé en moyenne 10 fois plus pour leurs dépenses militaires (555 milliards de dollars) que pour l'aide qu'ils ont accordé à titre d'assistance au développement des pays les plus pauvres (52,9 milliards de dollars). La dernière colonne du tableau 7 nous indique aussi que la dette agrégée (533 milliards de dollars) des 58 pays à faible revenu est approximativement égale à la somme des dépenses militaires des 32 pays les plus riches. En d'autres mots, une année de dépenses militaires des pays les plus riches suffirait à effacer l'entièreté de la dette des pays les plus pauvres.

Ces comparaisons ont au minimum le mérite de nous rappeler certains ordres de grandeurs. Déjà dans son édition 1997 du « Rapport mondial sur le développement humain », le PNUD que soulignait que 80 milliards de dollars par an entre 1995 et 2005 suffiraient pour fournir à tous les habitants des pays en développement un accès aux services sociaux de base et à les sortir de la plage de l'extrême pauvreté. Ce chiffre, qui ne représente que 10% des dépenses militaires mondiales, est là pour nous rappeler que l'éradication de la pauvreté absolue est parfaitement dans les moyens de l'humanité. Le véritable obstacle n'est pas un manque de ressources, mais un déséquilibre dans leur affectation et un manque d'engagement politique : c'est ainsi que se créent les conditions propices à l'émergence de nouvelles menaces qui, à leur tour, confortent les arguments favorables aux développements de nouvelles générations d'armements, grevant davantage encore les ressources disponibles. C'est ce cercle vicieux qu'il faudra un jour ou l'autre briser. ■

## Tableaux et graphiques

Tableau 1. <b>Dépenses militaires mondiales, 1993-2003</b> <i>(en milliards de dollars, aux prix de 2000)</i>	12
Tableau 2. <b>Les dépenses militaires des 15 pays les plus dépensiers en 2003.</b> <i>(en milliards de dollars aux prix de 2000, ou à parité de pouvoir d'achat)</i>	13
Tableau 3. <b>Les dépenses militaires des pays membres et candidats de l'Union européenne et des États-Unis, 1993-2003.</b> <i>(en millions de dollars aux prix de 2000,</i>	14
Tableau 4. <b>Les 6 plus grands exportateurs et importateurs d'armements conventionnels, somme 1999-2003</b> <i>(en milliards de dollars, aux prix de 1990)</i>	15
Tableau 5. <b>Les principales dépenses publiques</b>	15
Tableau 6. <b>Dépenses militaires et aide publique au développement</b>	16
Tableau 7. <b>Dépenses militaires, aide au développement et dette des pays pauvres</b>	17
Graphique 1. <b>États-Unis et UE dans les dépenses militaires mondiales, 1993-2003</b> <i>(en milliards de dollars, aux prix de 2000)</i>	18
Graphique 2. <b>Comparaison SIPRI/CRS, 1987-2003 (1987 = 100)</b>	19
Graphique 3. <b>Transferts internationaux d'armements conventionnels, 1987-2003</b> <i>(en milliards de dollars, aux prix de 1990)</i>	20
Graphique 4. <b>Les livraisons effectives d'armements conventionnels, au niveau mondial et vers les pays en voie de développement, 1996-2003</b> <i>(en milliards de dollars, aux prix de 2003)</i>	21
Graphique 5. <b>Tendance des transferts internationaux d'armements conventionnels, 1991-2003 (moyennes mobiles quinquennales)</b> <i>(en milliards de dollars, aux prix de 1990)</i>	22

Tableau 1. **Dépenses militaires mondiales, 1993-2003.**  
(en milliards de dollars, aux prix de 1990, source : SIPRI Yearbook 2004)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	% variation 1998-2003
<b>Monde</b>	<b>762,0</b>	<b>742,0</b>	<b>709,0</b>	<b>693,0</b>	<b>699,0</b>	<b>693,0</b>	<b>699,0</b>	<b>727,0</b>	<b>743,0</b>	<b>792,0</b>	<b>879,0</b>	<b>27%</b>
<i>Régions</i>												
<b>Afrique</b>	<b>7,4</b>	<b>9,2</b>	<b>8,7</b>	<b>8,4</b>	<b>8,6</b>	<b>9,2</b>	<b>9,9</b>	<b>10,3</b>	<b>10,5</b>	<b>11,3</b>	<b>11,4</b>	<b>24%</b>
Afrique du Nord	2,5	4,1	3,9	4,0	4,2	4,4	4,3	4,7	4,8	5,4	5,5	25%
Afrique Sub-Saharienne	5,0	5,1	4,8	4,4	4,4	4,8	5,6	5,7	5,8	5,9	5,9	23%
<b>Amérique</b>	<b>385,0</b>	<b>365,0</b>	<b>347,0</b>	<b>328,0</b>	<b>329,0</b>	<b>321,0</b>	<b>323,0</b>	<b>334,0</b>	<b>339,0</b>	<b>376,0</b>	<b>451,0</b>	<b>40%</b>
Amérique du Nord	365,0	344,0	324,0	306,0	304,0	298,0	299,0	310,0	313,0	350,0	426,0	43%
Amérique Centrale	2,8	3,5	3,1	3,2	3,3	3,2	3,4	3,5	3,6	3,4	3,3	3%
Amérique du Sud	17,6	17,6	20,2	18,4	21,2	20,2	20,1	20,7	22,6	22,9	21,8	8%
<b>Asie et Océanie</b>	<b>120,0</b>	<b>120,0</b>	<b>123,0</b>	<b>127,0</b>	<b>127,0</b>	<b>126,0</b>	<b>128,0</b>	<b>133,0</b>	<b>140,0</b>	<b>146,0</b>	<b>151,0</b>	<b>20%</b>
Asie Centrale	--	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	--	0,5	--	--	--
Asie de l'Est	99,8	101,0	103,0	107,0	107,0	105,0	105,0	110,0	115,0	121,0	125,0	19%
Asie du Sud	12,0	12,0	12,6	12,8	13,4	13,5	14,6	15,2	15,8	15,9	16,9	25%
Océanie	7,7	7,3	7,0	7,0	7,1	7,4	7,7	7,7	8,0	8,3	8,5	15%
<b>Europe</b>	<b>196,0</b>	<b>200,0</b>	<b>187,0</b>	<b>186,0</b>	<b>186,0</b>	<b>184,0</b>	<b>188,0</b>	<b>191,0</b>	<b>191,0</b>	<b>194,0</b>	<b>195,0</b>	<b>6%</b>
Europe Centrale et Orientale	25,6	26,4	20,6	19,3	20,1	17,5	18,3	20,0	21,5	22,2	24,5	40%
Europe de l'Ouest	171,0	174,0	166,0	166,0	166,0	167,0	170,0	171,0	170,0	172,0	171,0	2%
<b>Moyen Orient</b>	<b>53,5</b>	<b>47,1</b>	<b>43,8</b>	<b>43,8</b>	<b>48,1</b>	<b>51,9</b>	<b>50,3</b>	<b>58,0</b>	<b>63,1</b>	<b>63,8</b>	<b>70,0</b>	<b>35%</b>
<i>Organisations</i>												
ASEAN	9,5	9,9	11,4	11,9	20,2	18,1	18,0	20,1	--	--	--	--
CEI	17,7	17,8	11,8	10,8	11,6	8,9	10,1	11,7	12,8	13,4	15,2	71%
UE	156,0	152,0	152,0	152,0	151,0	152,0	154,0	155,0	155,0	156,0	155,0	2%
OTAN	531,0	506,0	479,0	463,0	459,0	453,0	462,0	474,0	476,0	517,0	592,0	31%
OCDE	594,0	569,0	545,0	544,0	543,0	537,0	542,0	555,0	558,0	599,0	675,0	26%
OPEP	34,1	35,6	31,9	31,8	37,0	39,7	37,6	44,5	48,5	47,6	53,1	34%
OSCE	569,0	544,0	511,0	492,0	490,0	482,0	487,0	501,0	504,0	545,0	622,0	29%

Tableau 2. **Les dépenses militaires des 15 pays les plus dépensiers en 2003.**  
(en milliards de dollars aux prix de 2000, ou à parité de pouvoir d'achat, source : SIPRI Yearbook 2004)

Taux de change du marché				Taux de change à parité de pouvoir d'achat		
Rang	Pays	Dépenses militaires	Part dans le total mondial (%)	Rang	Pays	Dépenses militaires
1	Etats-Unis	417,4	47,5	1	Etats-Unis	417,4
2	Japon	46,9	5,3	2	Chine	151,0
3	Royaume Uni	37,1	4,2	3	Inde	64,0
4	France	35,0	4,0	4	Russie	63,2
5	Chine	32,8	3,7	5	France	38,4
<b>Sous-total top 5</b>		<b>569,2</b>	<b>64,8</b>	<b>Sous-total top 5</b>		<b>734,0</b>
6	Allemagne	27,2	3,1	6	Royaume-Uni	35,0
7	Italie	20,8	2,4	7	Japon	32,8
8	Iran	19,2	2,2	8	Allemagne	30,4
9	Arabie Saoudite	19,1	2,2	9	Italie	26,4
10	Corée du Sud	13,9	1,6	10	Arabie Saoudite	25,6
<b>Sous-total top 10</b>		<b>669,4</b>	<b>76,2</b>	<b>Sous-total top 10</b>		<b>884,2</b>
11	Russie	13,0	1,5	11	Corée du Sud	25,0
12	Inde	12,4	1,4	12	Iran	23,7
13	Israël	10,0	1,1	13	Turquie	22,5
14	Turquie	9,9	1,1	14	Brésil	21,0
15	Brésil	9,2	1,0	15	Pakistan	15,0
<b>Sous-total top 15</b>		<b>723,9</b>	<b>82,4</b>	<b>Sous-total top 15</b>		<b>991,4</b>
<b>Total des dépenses militaires mondiales</b>		<b>879,0</b>	<b>100,0</b>			

Tableau 3. **Les dépenses militaires des pays membres et candidats de l'Union européenne et des États-Unis, 1993-2003.**  
(en millions de dollars aux prix de 2000, source : SIPRI Yearbooks, italique = chiffre incertain, souligné = estimation du SIPRI)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Union européenne</b>											
Allemagne	32 403,00	30 214,00	29 717,00	29 146,00	28 081,00	28 174,00	28 744,00	28 150,00	27 554,00	27 643,00	27 169,00
Autriche	1 549,00	1 556,00	1 542,00	1 528,00	1 531,00	1 535,00	1 567,00	1 605,00	1 495,00	1 467,00	1 513,00
Belgique	3 338,00	3 320,00	3 252,00	3 191,00	3 151,00	3 150,00	3 191,00	3 191,00	3 050,00	2 958,00	3 005,00
Chypre	180,00	189,00	169,00	254,00	322,00	288,00	178,00	190,00	224,00	153,00	147,00
Danmark	2 512,00	2 449,00	2 423,00	2 431,00	2 462,00	2 489,00	2 474,00	2 393,00	2 541,00	2 511,00	2 534,00
Espagne	7 286,00	6 561,00	6 798,00	6 641,00	6 701,00	6 587,00	6 759,00	7 001,00	7 089,00	7 261,00	7 325,00
Estonie	30,80	39,20	38,80	37,80	50,40	53,40	66,40	78,30	91,40	109,00	123,00
Finlande	1 575,00	1 549,00	1 436,00	1 625,00	1 518,00	1 652,00	1 423,00	1 517,00	1 478,00	1 492,00	1 526,00
France	37 246,00	37 438,00	35 584,00	34 729,00	34 856,00	33 922,00	34 209,00	33 814,00	33 708,00	34 394,00	35 030,00
Grèce	3 861,00	3 927,00	4 011,00	4 251,00	4 530,00	4 937,00	5 169,00	5 455,00	5 336,00	5 236,00	5 241,00
Hongrie	-837,00	831,00	638,00	597,00	718,00	647,00	745,00	801,00	885,00	925,00	1 003,00
Irlande	536,00	560,00	565,00	595,00	631,00	637,00	658,00	676,00	734,00	706,00	721,00
Italie	19 010,00	18 540,00	16 933,00	18 665,00	19 572,00	20 218,00	21 010,00	22 411,00	22 042,00	22 655,00	20 811,00
Lettonie	47,10	54,90	53,20	41,30	40,10	43,00	56,00	70,00	88,30	144,00	170,00
Lituanie	74,50	40,20	41,80	49,20	80,80	141,00	121,00	190,00	212,00	223,00	268,00
Luxembourg	96,20	106,00	104,00	107,00	115,00	124,00	126,00	128,00	161,00	169,00	176,00
Malte	26,30	28,20	28,30	30,30	29,40	27,00	26,10	25,40	27,10	31,60	32,60
Pays-Bas	6 393,00	6 165,00	5 990,00	6 024,00	5 962,00	5 941,00	6 230,00	5 972,00	6 107,00	6 088,00	6 055,00
Pologne	2 846,00	2 746,00	2 763,00	2 907,00	3 061,00	3 179,00	3 103,00	3 046,00	3 061,00	3 123,00	3 235,00
Portugal	2 017,00	1 968,00	2 113,00	2 038,00	2 082,00	2 035,00	2 141,00	2 204,00	2 295,00	2 359,00	2 303,00
Royaume-Uni	41 626,00	40 268,00	37 119,00	37 719,00	35 401,00	35 605,00	35 171,00	35 677,00	36 420,00	36 738,00	37 137,00
Slovaquie	330,00	341,00	603,00	599,00	482,00	377,00	329,00	342,00	386,00	390,00	391,00
Slovénie	<u>235,00</u>	<u>230,00</u>	264,00	271,00	260,00	260,00	244,00	222,00	267,00	298,00	324,00
Suède	4 565,00	4 555,00	4 564,00	3 001,00	4 392,00	4 515,00	4 689,00	4 861,00	4 610,00	<u>4 486,00</u>	<u>4 363,00</u>
Tchèque, République	<u>1 019,00</u>	956,00	901,00	886,00	839,00	923,00	1 002,00	1 031,00	1 110,00	1 151,00	1 274,00
<b>TOTAL UE</b>	<b>167 964,90</b>	<b>164 631,50</b>	<b>157 651,10</b>	<b>157 363,60</b>	<b>156 867,70</b>	<b>157 459,40</b>	<b>159 431,50</b>	<b>161 050,70</b>	<b>160 971,80</b>	<b>162 710,60</b>	<b>161 876,60</b>
<b>Pays candidats</b>											
Bulgarie	<u>365,00</u>	<u>500,00</u>	<u>370,00</u>	253,00	235,00	273,00	309,00	319,00	353,00	356,00	364,00
Croatie	1 122,00	1 130,00	1 412,00	1 132,00	980,00	987,00	774,00	545,00	500,00	493,00	441,00
Roumanie	<u>949,00</u>	<u>1 131,00</u>	<u>1 100,00</u>	<u>1 069,00</u>	<u>1 199,00</u>	<u>1 089,00</u>	983,00	936,00	981,00	976,00	1 086,00
Turquie	7 618,00	7 462,00	7 652,00	8 567,00	8 926,00	9 352,00	10 326,00	9 994,00	9 161,00	9 748,00	9 888,00
<b>États-Unis</b>	<b>354 778,00</b>	<b>334 539,00</b>	<b>315 107,00</b>	<b>298 058,00</b>	<b>296 530,00</b>	<b>289 658,00</b>	<b>290 480,00</b>	<b>301 697,00</b>	<b>304 130,00</b>	<b>341 489,00</b>	<b>417 363,00</b>

Tableau 4. **Les 6 plus grands exportateurs et importateurs d'armements conventionnels, somme 1999-2003**  
 (en milliards de dollars, aux prix de 1990, source : SIPRI Yearbook 2004)

<b>Offre mondiale</b> (Σ1999-2003)	<b>88,24</b>		<b>Demande mondiale</b> (Σ1999-2003)	<b>88,24</b>	
Etats-Unis	29,60	32,0%	Chine	11,80	12,8%
Russie	26,20	28,3%	Inde	7,84	8,5%
France	6,37	6,9%	Grèce	4,41	4,8%
Allemagne	5,24	5,7%	Turquie	3,50	3,8%
Royaume Uni	4,20	4,5%	Royaume Uni	3,26	3,5%
Ukraine	2,20	2,4%	Egypte	3,23	3,5%
<i>Part des 6 plus grands exportateurs dans l'offre mondiale</i>		<b>79,8%</b>	<i>Part des 6 plus grands importateurs dans la demande mondiale</i>		<b>36,8%</b>

Tableau 5. **Les principales dépenses publiques**  
 (source : PNUD)

	Dépenses publiques d'enseignement		Dépenses publiques de santé		Dépenses militaires	
	En % du PNB		En % du PIB		En % du PIB	
	1990	1995-97	1990	1996-98	1988	1996
Monde	4,9	4,8	4,7	5,6	4,0	2,4
Pays en développement	3,5	3,8	1,9	2,2	3,1	2,4
Europe de l'Est et CEI	:	4,9	3,2	4,5	:	3,2
OCDE	5,2	5,0	5,2	6,2	3,6	2,3
<i>Source :</i>	<i>PNUD 2000</i>		<i>PNUD 2000</i>		<i>PNUD 1999</i>	

Tableau 6. **Dépenses militaires et aide publique au développement**  
(source : PNUD, 2003)

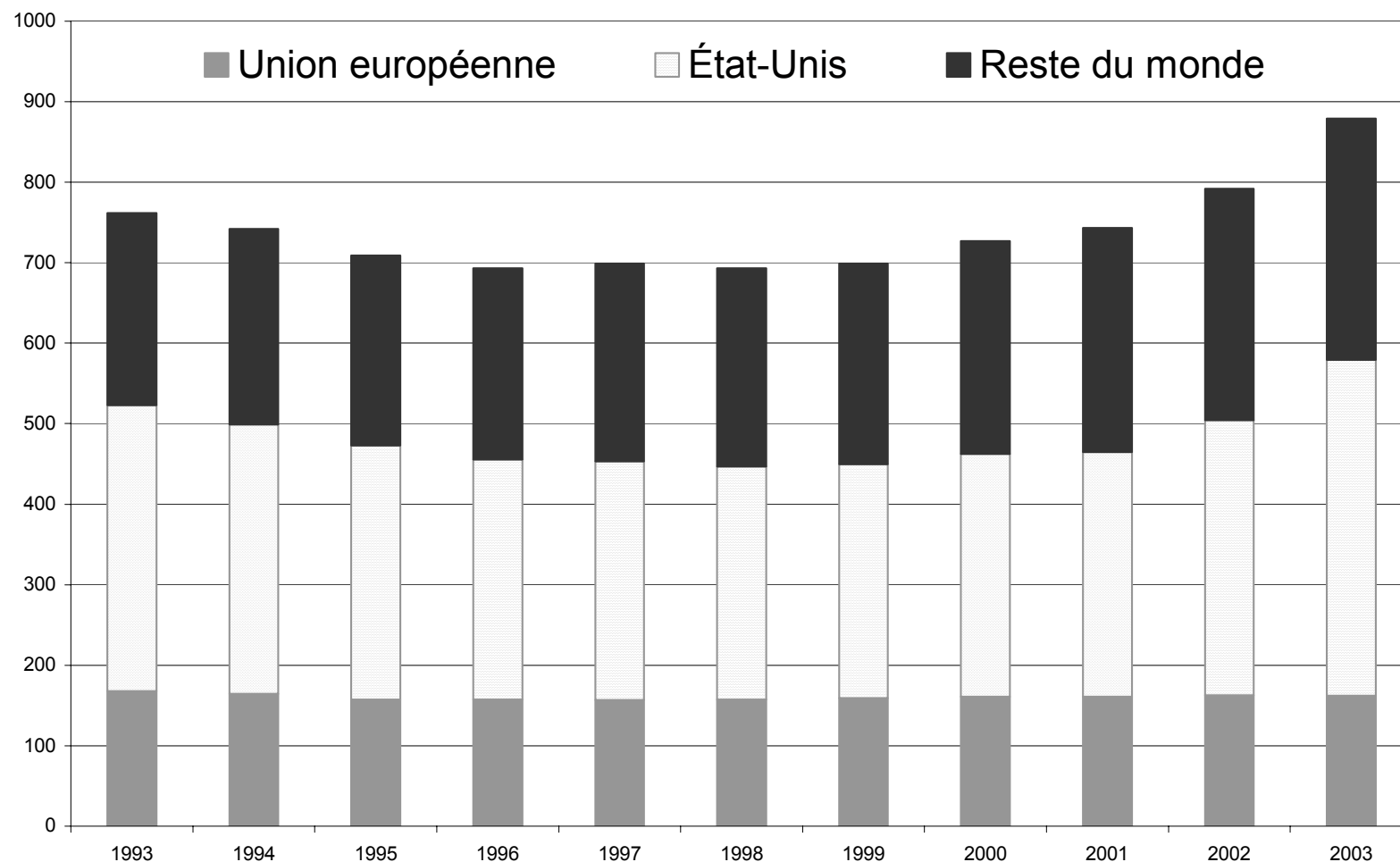
	Aide publique au développement nette <u>reçue</u>		Aide publique au développement nette <u>versée</u>		Dépenses militaires		Service de la dette		Croissance annuelle du PIB par habitant 1990-2001
	<i>En % du PIB</i>		<i>En % du RNB</i>		<i>En % du PIB</i>		<i>En % du PIB</i>		
	1990	2001	1990	2001	1990	1999	1990	2001	
Pays en développement	1,6	0,6	-	-	-	-	4,3	6,1	2,9
dont Pays les moins avancés	11,9	7,5	-	-	-	-	3,1	2,9	1,2
CAD	-	-	0,33	0,22	-	-	-	-	-
États-Unis	-	-	0,21	0,11	5,3	3,1	-	-	2,1
Belgique	-	-	0,46	0,37	2,4	1,3	-	-	1,9
France	-	-	0,60	0,32	3,5	2,5	-	-	1,5
Danemark	-	-	0,94	1,03	2,0	1,6	-	-	2,0
Norvège	-	-	1,17	0,83	2,9	1,8	-	-	2,9
Suède	-	-	0,91	0,81	2,7	2,0	-	-	1,7
Pays-Bas	-	-	0,92	0,82	2,5	1,6	-	-	2,3
Luxembourg	-	-	0,21	0,32	3,9	2,5	-	-	2,5



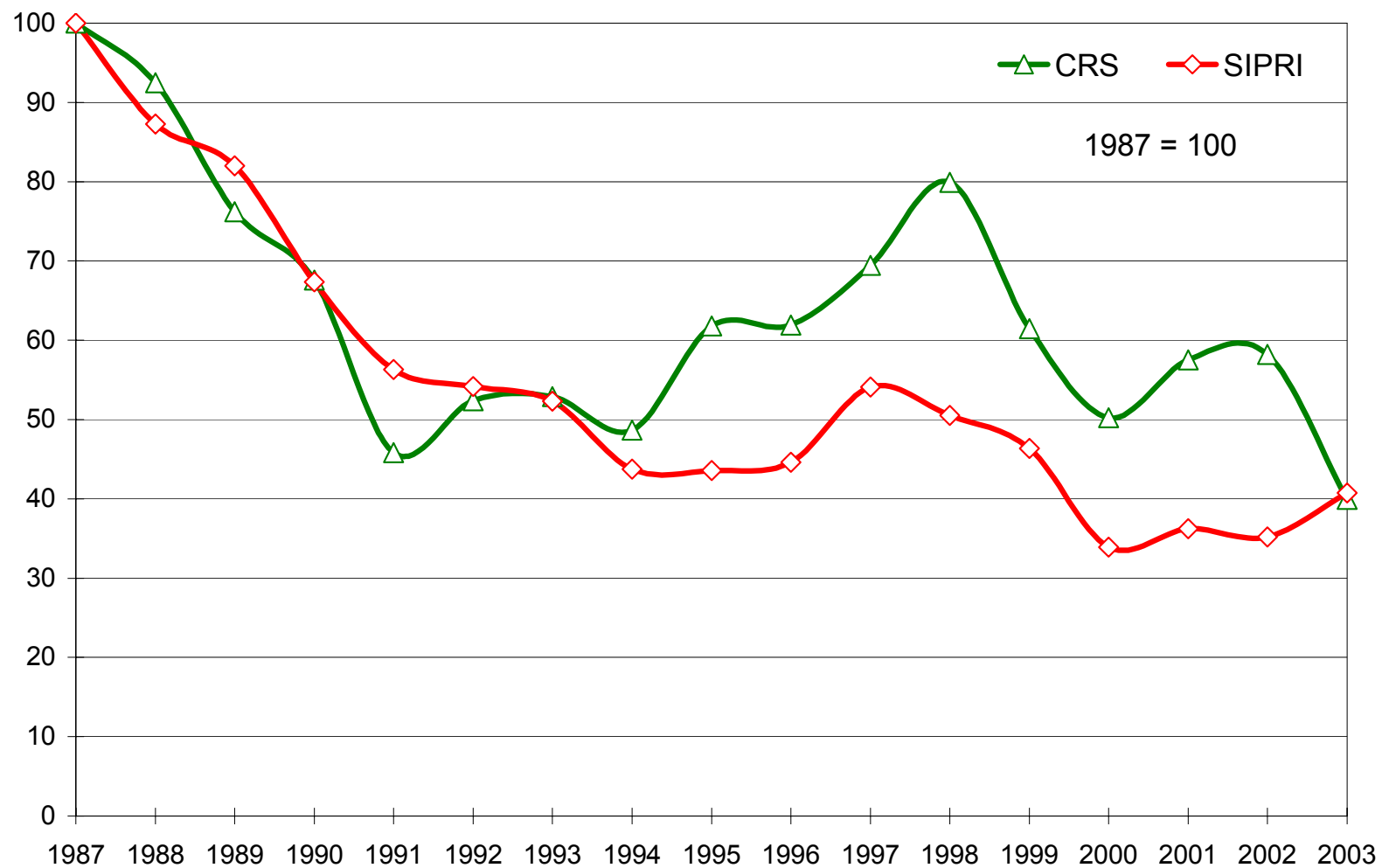
Tableau 7. **Dépenses militaires, aide au développement et dette des pays pauvres**  
 (source : Banque mondiale, cité par le SIPRI Yearbook 2004)

Revenu	RNB	Nombre de pays	Population	Dépenses militaires		Aide publique au développe- ment versée	Dette
				< ----- milliards de dollars ----- >			
				<i>dollars</i>	<i>millions</i>	2001	
Faible	< 756	58	2 505	33	36	0,0	533
Intermédiaire (Bas)	756-2995	41	2 164	76	91	0,0	918
Intermédiaire (Haut)	2996-9265	27	504	80	80	0,6	882
Élevé	>9265	32	957	555	672	52,9	--
<b>Total</b>		<b>158</b>	<b>6 130</b>	<b>744</b>	<b>879</b>	<b>53,5</b>	<b>--</b>

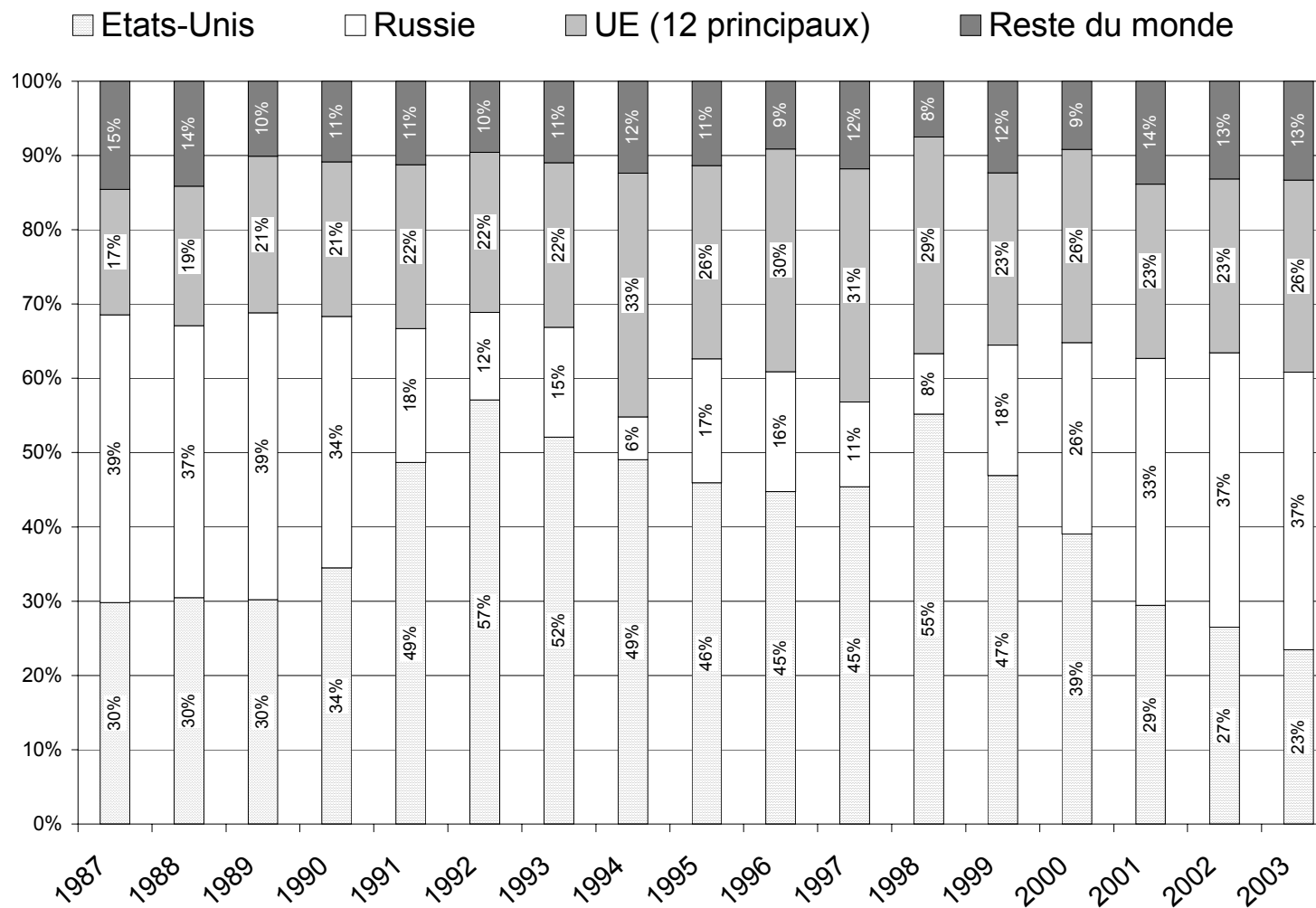
Graphique 1. **États-Unis et UE dans les dépenses militaires mondiales, 1993-2003**  
*(source : sur base des données SIPRI Yearbook 2004)*



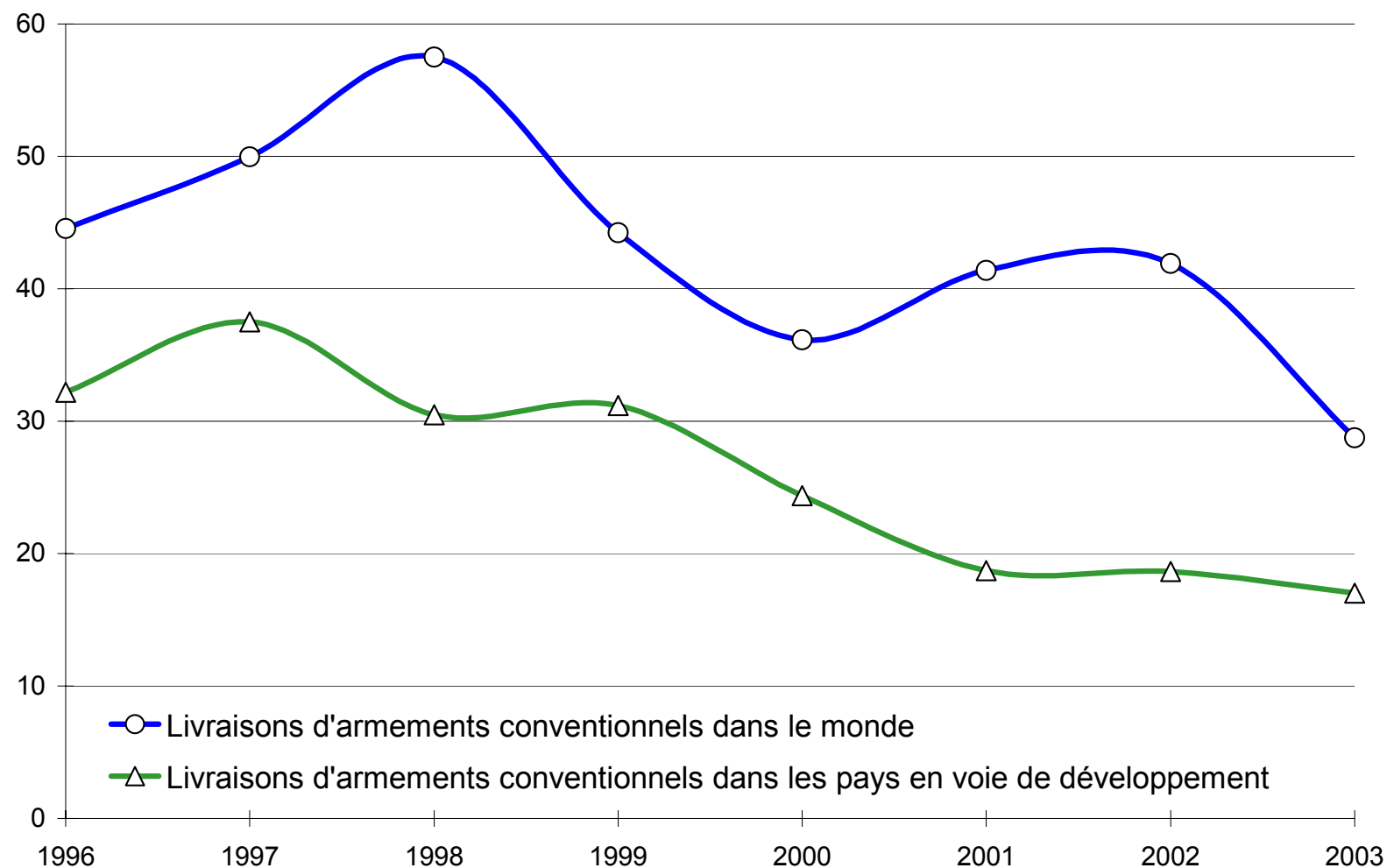
Graphique 2. **Comparaison SIPRI/CRS, 1987-2002 (1987 = 100)**



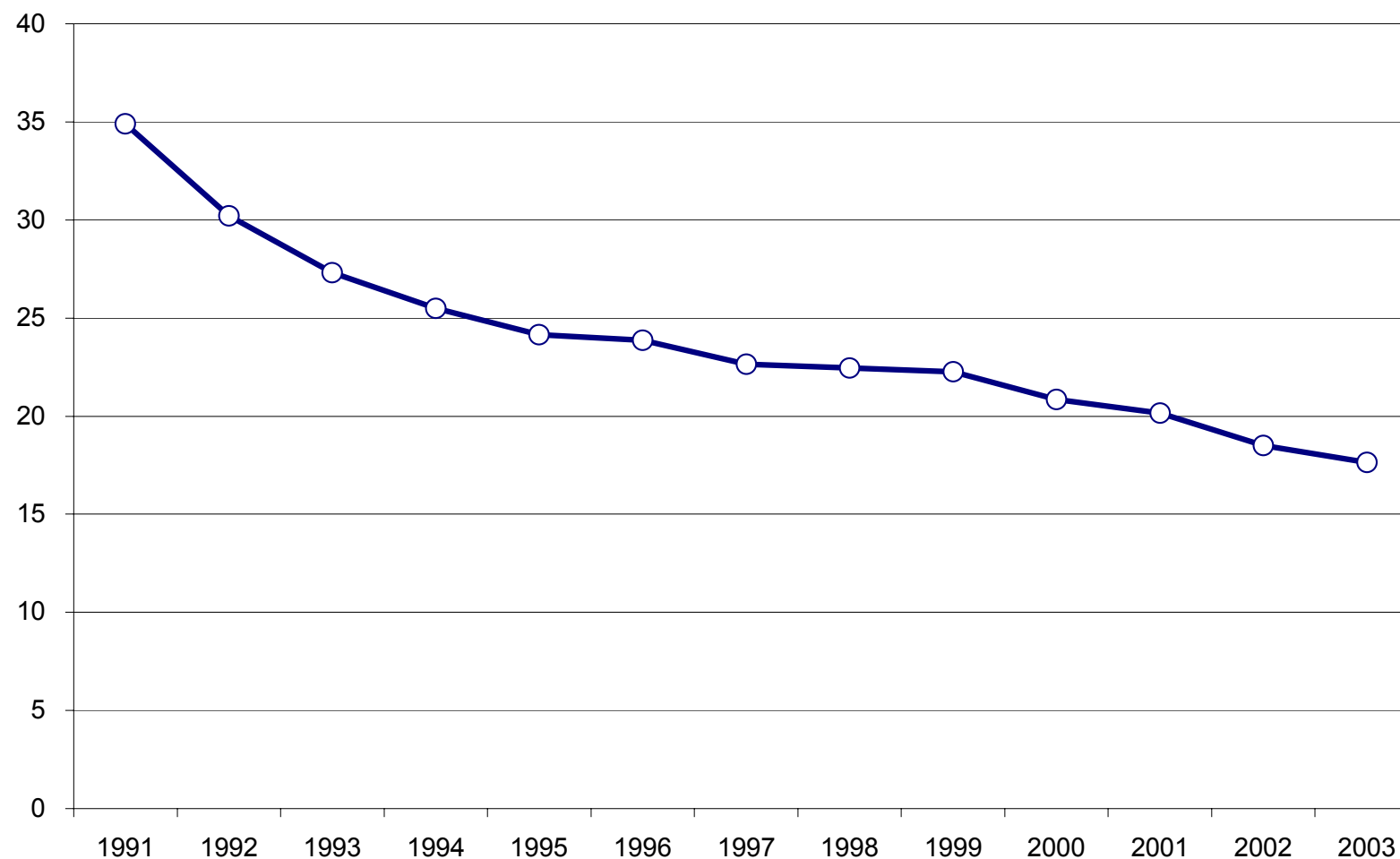
Graphique 3. **Transferts internationaux d'armements conventionnels, parts de marché, 1987-2003**  
*(source : sur base des données SIPRI Yearbooks)*



**Graphique 4. Les livraisons effectives d'armements conventionnels, au niveau mondial et vers les pays en voie de développement, 1996-2003**  
*(en milliards de dollars, aux prix de 2003, source : CRS)*



Graphique 5. **Tendance des transferts internationaux d'armements conventionnels, 1991-2003** (moyennes mobiles quinquennales)  
(en milliards de dollars, aux prix de 1990, source : SIPRI Yearbooks)



**Note :** La courbe représente un indicateur de tendance basé sur des moyennes mobiles de cinq ans ; La moyenne est pointée à l'année correspondant à la dernière année de la période de cinq ans (ex. : le point sur 2001 correspond à la moyenne de la période 1997-2001, le point sur 2000 correspond à la moyenne 1996-2000, etc.).